



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-mines-transports-Les-dossiers-brulants>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire, mines, transports... Les dossiers brûlants du duo Macron-Hulot**

7 septembre 2017

Nucléaire, mines, transports... Les dossiers brûlants du duo Macron-Hulot

Par [Antoine Izambard](#) le [07.09.2017 à 16h05](#)

Le chef de l'État et son ministre de la Transition écologique et solidaire, dont la feuille de route est saluée par les ONG, vont s'attaquer dans les semaines prochaines à des sujets explosifs comme le code minier, le nucléaire ou la transition agricole. Attention danger !



Nicolas Hulot et Emmanuel Macron le 5 septembre à l'Élysée en présence de plusieurs ONG.

PHILIPPE WOJAZER / POOL / AFP

"Le menu est copieux mais on est prêt, il n'y aura pas d'indigestion" sourit un membre du cabinet de [Nicolas Hulot](#). Le ministre de la Transition écologique et solidaire et son équipe - qui avec 18 conseillers est la plus garnie de tous les ministères - devront avoir de l'appétit dans les semaines qui viennent. Au menu donc : hydrocarbures et code minier en entrée, transition agricole et [nucléaire](#) en plat de résistance et transports écologiques en dessert. "La feuille de route est assez ambitieuse mais on attend de voir les actes" réagit [Pascal Canfin](#), Directeur général du [WWF](#) France qui [était convié avec 13 autres ONG, mardi à l'Élysée pour évoquer ces dossiers](#). "Nous avons été tellement déçus par le passé que l'on préfère attendre de voir, l'écologie politique doit franchir beaucoup d'obstacles, affronter différents lobbying" ajoute Jean-François Julliard, Directeur général de Greenpeace France, également présent à la réunion élyséenne. Voici les cinq dossiers brûlants que vont devoir gérer dans les mois qui viennent Emmanuel Macron et Nicolas Hulot.

1. Mettre un terme à l'exploitation des hydrocarbures

Celui-là est déjà bien lancé. Nicolas Hulot a présenté mercredi [un projet de loi visant à en finir avec la modeste production d'hydrocarbures en France](#), espérant convaincre d'autres pays de suivre cet exemple. Le texte sera présenté en conseil des ministres par le ministre de la Transition écologique et solidaire, gravant ainsi dans le marbre une promesse de campagne du président Macron. La loi prévoit qu'aucun nouveau permis d'exploration d'hydrocarbures ne sera attribué, ce qui mettra un terme à la recherche de nouveaux gisements de [pétrole](#) ou gaz. Par ailleurs, les concessions

d'exploitation existantes ne seront pas renouvelées au-delà de 2040, si bien que la production devrait s'éteindre autour de cette date. "C'est un bon signal qu'envoie le gouvernement, observe Jean-François Julliard. C'est très symbolique et cela enclenche une dynamique".

2. Refondre le code minier et se positionner sur le projet Montagne d'or

Voilà deux dossiers très compliqués sur lesquels il n'est pas aisé de deviner ce que va décider l'exécutif. S'agissant du code minier, si la fin de l'exploitation des hydrocarbures constitue une première étape, elle ne doit pas faire oublier que le chef de l'État et son ministre se sont engagés à refondre assez largement ce texte qui date de 1810. Alors que François Hollande avait renoncé à le toiletter, Emmanuel Macron entend notamment développer le concept de "mine responsable" qu'il avait promu lors de son passage à Bercy. "Cette refonte devra par exemple traiter la question des mines non énergétiques et de l'après-mine" indique-t-on au cabinet de Nicolas Hulot.

Mais avant cela, le chef de l'État va devoir gérer un dossier très explosif. [Il concerne un projet d'exploitation d'une mine d'or en Guyane](#). Celle-ci pourrait receler les plus importantes réserves d'or jamais observées en France. Mais l'affaire suscite une forte contestation de la part des ONG qui pointent des risques environnementaux. Et même Nicolas Hulot ne semble pas favorable au projet. "Le ministre y est opposé mais c'est l'Élysée qui va trancher" confie une source proche du dossier. Et comme le redoutent plusieurs ONG, il n'est pas certain que l'ex locataire de Bercy, qui s'est comporté de 2014 à 2016 comme un véritable ministre pro-mines avec pas moins de onze permis de recherche de minerais accordés en France métropolitaine et en [Guyane](#), aille dans le sens voulu par son ministre de la Transition écologique et solidaire. L'arbitrage de l'Élysée pourrait intervenir à l'occasion du déplacement d'Emmanuel Macron en Guyane en octobre prochain.

[A lire : "Montagne d'or" en Guyane, Variscan en Bretagne... Macron sur un champ de mines](#)

3. Fermer des centrales nucléaires

Lors de l'entretien qu'il a eu avec les ONG, mardi, Emmanuel Macron a également précisé ce qu'il comptait faire en matière nucléaire. Interrogé par Greenpeace sur la transition énergétique du pays, le président "a eu une réponse offensive, au moins dans les mots" indique Jean-François Julliard. Mais il va falloir faire beaucoup plus car le retard de la France dans le développement des énergies renouvelables et l'incapacité du pays à enclencher une vraie transition sur le [nucléaire](#) est important". Le chef de l'État a aussi "confirmé, sans dire combien, que des centrales allaient être fermées, qu'il n'y aurait pas de procrastination, qu'on allait entrer dans le dur, mais qu'il fallait le faire de manière ordonnée", ajoute le Directeur général de Greenpeace. Confirmant ses déclarations de campagne, Emmanuel Macron a aussi déclaré vouloir attendre les recommandations de l'ASN sur la sûreté des centrales, attendues au plus tard fin 2018. "Cela nous inquiète, car la sûreté est un critère parmi d'autres", commente Jean-François Julliard. Il y a un choix politique à faire au-delà de la sûreté". "L'exécutif a affiché sa volonté de fermer des centrales mais là aussi il faudra être vigilant, on a trop souvent été habitué à des reculs sur ce sujet" abonde Pascal Canfin.

4. Faire la transition agricole

"Le contexte est favorable pour réorienter nos modes" de production et d'alimentation, estime Nicolas Hulot, qui a vu son idée d'[Etats généraux de l'alimentation](#) reprise par le gouvernement. Cette consultation professionnelle et citoyenne a concrètement commencé le 28 août, sous la houlette du ministère de l'[Agriculture](#), par des débats sur la répartition des revenus entre producteurs et distributeurs. Des ateliers plus "sociétaux" - santé des agriculteurs et des consommateurs, gaspillage alimentaire, etc. - sont prévus d'ici fin novembre. Sur ce dossier, les ONG mettent une pression très forte sur le gouvernement. La Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Hulot) a d'ailleurs prévenu l'exécutif cette semaine que ces Etats généraux devront mettre sur la table "les choix

collectifs et budgétaires permettant la transition de notre modèle agricole". "C'est un sujet qui sera véritablement un révélateur pour le gouvernement, soutient Pascal Canfin. Soit il tient son cap et mène une vraie transition agricole, soit les intérêts particuliers vont l'emporter".

5. Développer des transports plus propres

Des "assises de la mobilité" devraient se tenir d'ici la fin de l'année. Parmi les chantiers prioritaires mis en avant par Nicolas Hulot : l'amélioration des trains du quotidien et le transfert du fret routier vers le ferroviaire. Le ministre a promis une convergence entre la fiscalité du gasoil et de l'essence "d'ici 3-4 ans". Pour favoriser un parc automobile plus propre, le barème des bonus-malus pour l'achat de véhicules neufs va être révisé et le système des primes pour mettre au rebut des vieux diesel doit être élargi. Le contenu du dispositif doit être annoncé "courant septembre".